

Boire tue | PAR SERGUEI



Napoléon ne suscite plus des guerres mémorielles aussi virulentes

Austerlitz fut commémorée en 2005 dans un climat marqué par la polémique. Dix ans plus tard, Waterloo ne provoque pas autant de débats, signe d'un apaisement de la mémoire française et européenne

PAR PIERRE BRANDA

Dix ans ont passé. Souvenons-nous, nous étions en 2005, début décembre, à la veille du bicentenaire de la bataille d'Austerlitz, quand une polémique prit corps autour de Napoléon. Elle avait pour sujet son rôle dans le rétablissement de l'esclavage en 1802. Tout à coup la fête annoncée prit des allures de bérézina. Un livre intitulé *Le Crime de Napoléon* (Cherche Midi, 2005), dans lequel l'auteur Claude Ribbe, excusez du peu, comparait l'Empereur à Hitler et l'accusait d'être le précurseur des chambres à gaz, défraya la chronique. Dans le débat enfiévré d'alors, les outrances, les approximations et les anachronismes n'avaient pas manqué.

Les médias ne parlaient plus que de cela et plusieurs associations allèrent même jusqu'à organiser devant les Invalides une manifestation contre les célébrations de la fameuse bataille. Certains s'en félicitèrent, tandis que d'autres fustigeaient cette nouvelle repentance. En Moravie, la reconstitution de la bataille fut donc reléguée au second plan alors même que l'affluence fut extraordinaire, près de 200 000 personnes y assistèrent sous la neige de décembre, les mains engourdis et les pieds gelés. Et j'en témoigne, il fallait être un brave ce jour-là pour rester plusieurs heures à admirer la reconstitution.

Une « épreuve » qu'aucun officiel français n'a voulu endurer, moins par manque d'envie que sur ordre venu du plus haut sommet de l'Etat. Si la question du rétablissement de l'esclavage méritait d'être traitée, et nous avons participé au débat en publiant avec Thierry Lentz un ouvrage sur Napoléon, l'esclavage et les colonies, pour autant devait-elle occulter

SI, DIX ANS PLUS TÔT, LES SLOVAQUES N'ONT PAS DÉMÉRITÉ, L'EFFORT CONSENTI PAR LA BELGIQUE EST NETTEMENT PLUS IMPORTANT

l'une des plus belles victoires de l'armée française ? Evidemment non.

Rappelons-nous aussi que cette année-là, pour une autre commémoration, celle de la bataille navale de Trafalgar, le président Chirac avait envoyé le porte-avions *Charles-de-Gaulle* représenter notre pays. Le Général aurait sûrement apprécié quand on connaît ses relations parfois difficiles avec notre voisin d'outre-Manche ! L'ancien président avait également fait annuler quelques mois plus tôt une exposition prévue aux Invalides autour de la bataille d'Austerlitz, courrouçant ainsi tous les milieux militaires.

On semblait avoir oublié que le calendrier de notre plus prestigieuse école militaire, Saint-Cyr, est fondé sur la date du 2 décembre 1805, le fameux 2S. Bref, une France alors très mal à l'aise avec un Napoléon pourtant unanimement reconnu comme le Français le plus célèbre dans le monde.

HISTOIRE PLUS ÉQUILIBRÉE

Une décennie plus tard, l'atmosphère a radicalement changé. C'est presque un éclatant soleil d'Austerlitz qui brille aujourd'hui dans les plaines de Belgique. L'affluence est encore plus extraordinaire. A nouveau, 200 000 spectateurs ont pris leur billet pour sentir l'odeur de la poudre et sursauter au son des canons. L'équivalent de quatre Stades de France, tout de même ! Autour de l'événement, médiatiquement, c'est une déferlante. Radios, télévisions, journaux et Internet, aucun média n'est absent. On frise presque l'overdose. Et cette fois point de polémique, mais plutôt un regard équilibré sur le bilan de cet homme au destin extraordinaire – il n'est ni encensé ni voué aux gémonies.

Presse et chaînes de télévision ont ainsi multiplié numéros spéciaux et émissions spéciales sur le sujet. Plusieurs expositions de qualité sont apparues aussi au printemps – citons seulement « Napoléon et Paris » au Musée Carnavalet ou « Napoléon et le pape Pie VII » au château de Fontainebleau. Il suffit de lire les propos introductifs des catalogues de ces expositions rédigés par des femmes ou des hommes politiques de tous bords pour se convaincre de la neutralité bienveillante qui règne désormais autour de la mémoire du vainqueur d'Austerlitz. L'an prochain, le Musée de l'armée présentera une grande exposition traitant du séjour de Napoléon à Sainte-Hélène après avoir connu un grand succès avec une autre exposition, en 2013, « Napoléon et l'Europe ».

Est-ce à dire qu'il est plus commode de célé-

brer les défaites de Napoléon que ses victoires ? On pourrait le penser, d'autant qu'en France notre appétence pour l'autoflagellation est bien réelle. Ce serait cependant bien réducteur que de s'en tenir là. D'autres raisons expliquent ce nouvel engouement autour du premier empereur des Français. D'abord, il faut saluer la remarquable implication de nos voisins belges. Si, dix ans plus tôt, les Slovaques n'ont pas démerité, l'effort consenti par la Belgique est nettement plus important.

Musées rénovés, publications en nombre et animations originales en témoignent. Ce vent mémoriel venu de la région wallonne a sûrement réveillé quelques consciences. Autre implication, celle des reconstituteurs de l'Hexagone ou d'ailleurs. En 2005, le monde de la reconstitution entamait seulement son développement. Aujourd'hui, il est arrivé à maturité. Napoléon est cette année, par exemple, incarné par un Frank Samson plus vrai que nature, ce qui lui vaut une couverture médiatique sans précédent. N'oublions pas autour de lui cette véritable armée de passionnés qui revivent l'histoire impériale et attirent les foules. Leur sincérité fait plaisir à voir et leur image positive n'a pu qu'atténuer les tensions mémorielles.

Je veux croire également que l'avalanche de publications traitant de la période napoléonienne, livres ou revues spécialisés parus année après année, a permis d'apaiser les choses. Une histoire plus équilibrée se dégage d'ailleurs presque unanimement de l'ensemble de ces travaux. Lequel consensus est partagé, une fois n'est pas coutume, par les historiens d'outre-Manche. On pense par exemple au tout récent *Napoleon the Great* de l'un des plus célèbres d'entre eux, Andrew Roberts, qui s'était pourtant fait remarquer les années précédentes pour sa détestation du personnage [lire l'entretien en page 8 de notre supplément « Waterloo »].

Les recherches scientifiques, ainsi que les nombreuses actions au service du patrimoine menées par plusieurs associations d'histoire ou par la Fondation Napoléon, ne sont sans doute pas étrangères non plus à ce changement de climat autour de la personne du vaincu de Waterloo. Enfin, qu'ils appartiennent ou non à des associations en rapport avec l'histoire napoléonienne, des milliers d'amateurs ont su faire partager leur passion et leur amour de l'Histoire. Leur influence a sans doute été considérable. Grâce à eux et à beaucoup d'autres, Waterloo est en passe de devenir une victoire mémorielle en France, mais aussi en Europe et dans le monde. ■



Pierre Branda est historien et chef du service « patrimoine » de la Fondation Napoléon

Comment faire face au totalitarisme érythréen

Le destin de l'Erythrée a de quoi préoccuper, bien au-delà des questions migratoires. L'essoufflement du régime risque d'emporter toute cette région d'Afrique dans sa chute

PAR FRANCK GOUÉRY ET JEAN-BAPTISTE JEANGÈNE VILMER

Ainsi donc, il a fallu expulser des migrants à La Chapelle pour que l'opinion française prenne enfin conscience du drame érythréen, qui n'est pourtant pas nouveau. Les quelques centaines d'Erythréens en France aujourd'hui ne sont que la partie émergée locale d'un exode global. Près de 5 000 à 10 000 d'entre eux s'évadent littéralement chaque mois de cette prison à ciel ouvert, et de 5 % à 10 % de la population ont fui le pays en dix ans.

Grâce également au récent rapport de l'ONU sur la situation des droits de l'homme et au documentaire *Voyage en barbarie*, de Cécile Allegra et Delphine Deloget, justement récompensé par le prix Albert-Londres, on commence à comprendre que, si les Erythréens risquent plusieurs fois leur vie – pour sortir du pays, franchir le Sahara, survivre au Sinaï, à la Libye et traverser la Méditerranée –, c'est parce que ce qu'ils fuient en masse est pire : non pas la guerre, comme les Syriens, mais le totalitarisme.

RÉGIME EN PHASE TERMINALE

On parle enfin de l'Erythrée, et c'est tant mieux. Mais cela ne répond pas à la question de savoir quoi faire. Certains Etats font mine de croire qu'un dialogue politique avec le régime est possible. On n'obtiendra pourtant rien du président Issayas Afeworki qui soit susceptible de réduire le flot de fuyards, ce qui prouve au passage que, si le régime a bien les caractéristiques du totalitarisme, il s'agit d'un « totalitarisme failli », qui n'a plus les moyens de juguler son hémorragie. Il faudrait en effet démobiliser 400 000 conscrits du service national à durée indéterminée, première raison de l'exode massif des jeunes, mais cela nécessiterait de développer un marché de l'emploi, donc un secteur privé capable de les absorber.

Non seulement le régime n'a pas l'intention de le faire – ce serait la fin du totalitarisme, qui est le phagocytage de la société dans l'Etat –, et quand bien même il le voudrait, il n'en aurait pas les compétences. N'accordant de valeur qu'à l'expérience de la lutte révolutionnaire (contre l'Éthiopie, 1961-1991), dont les cadres du parti unique sont des vétérans, le régime, qui a démantelé l'Université, n'a pas su assurer la reproduction des élites. En phase terminale, il mourra avec sa génération. L'enjeu est qu'il n'entraîne pas la nation et la région dans sa chute.

A cette fin, les ONG de défense des droits de l'homme – dont le travail est par ailleurs essentiel – peuvent être tentées de se focaliser sur la démocratisation et les prisonniers politiques, et dénoncer toute présence étrangère comme une complicité. Si contre-intuitif que cela puisse paraître, c'est exactement ce qu'il ne faut pas faire. D'une part, ce qui fait de l'Erythrée un problème particulier en Afrique n'est pas l'absence de démocratie – partagée avec de nombreux Etats du continent –, mais la présence du totalitarisme. Et se focaliser sur les prisonniers politiques

DANS CE PAYS, IL N'EST PAS NÉCESSAIRE D'ÊTRE UN OPPOSANT POLITIQUE POUR FINIR EN PRISON

ne permet pas de rendre compte du fait que l'Erythrée est un pays où il n'est pas nécessaire d'être un opposant politique pour finir en prison : c'est à sa population que le régime s'en prend. Le service national indéfini est d'ailleurs en lui-même une forme d'emprisonnement.

D'autre part, l'absence de relations serait contre-productive. Elle renforcerait l'isolement du pays, permettant à l'Etat d'agir à sa guise : les liens sont des leviers, notre présence une influence. Le scellement du pays, pour empêcher l'extérieur (diplomates, ONG, entreprises) d'entrer, et l'intérieur (le matériel humain) de sortir, est justement ce dont a besoin le totalitarisme pour perpétuer sa domination politique.

Sans renoncer à la présence ni au dialogue, il faut plutôt se focaliser sur la démobilisation qui, comme le disait l'écrivain et sociologue allemand Norbert Elias (1897-1990), est un processus de domestication de la violence. Le service national est la clé du changement, la clé de ce qui soutient le régime et le tue – comme la corde soutient le pendu –, par la fuite hémorragique des jeunes.

On peut aussi l'affaiblir en luttant contre le racket de la diaspora, qui est l'une des manifestations du contrôle social transnational. La pression sur les ambassades et consulats qui récoltent la taxe de 2 % pourrait être accrue. D'autres Etats pourraient suivre l'exemple du Canada, qui a expulsé le consul érythréen à Toronto, ou du Royaume-Uni, qui a appelé à dénoncer tout usage de moyens coercitifs ou illicites pour collecter la taxe.

L'objectif doit être de préparer l'après-Issayas. Dans le meilleur des cas, l'Erythrée passerait dans un premier temps sous la coupe d'une oligarchie de généraux et de cadres du parti. Motivés par le gain, ils pourraient ouvrir le pays. Dans le pire des cas, ce sera l'effondrement et la guerre civile, dans laquelle les tensions ethno-confessionnelles pour l'instant contenues sous le couvercle totalitaire s'exprimeront, sans doute encouragées par des groupes étrangers, dont Al-Qaïda au Yémen, à seulement quelques dizaines de kilomètres des côtes érythréennes. Le destin de l'Erythrée doit donc préoccuper bien au-delà des inquiétudes migratoires : il affectera la stabilité internationale. ■



Franck Gouéry est maître de conférences en questions européennes à Sciences Po. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer est maître de conférences en relations internationales à Sciences Po. Ils sont auteurs d'*« Erythrée, un naufrage totalitaire »* (PUF, 344 pages, 21 euros)